

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-Meslay

Parçay-Meslay, le 24/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/08/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

OGD (ORTEC GENERALE DE DEPOLLUTION)

15, rue du Buisson Aux Fraises
ZI de la Bonde - Bâtiment A
91300 Massy

Références : LSAEX - 2023/0929

Code AIOT : 0010012202

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/08/2023 dans l'établissement OGD (ORTEC GENERALE DE DEPOLLUTION) implanté 512, rue de l'Etang Vignon ZA de l'Etang Vignon -BP 8 37210 Vouvray. L'inspection a été annoncée le 15/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OGD (ORTEC GENERALE DE DEPOLLUTION)
- 512, rue de l'Etang Vignon ZA de l'Etang Vignon -BP 8 37210 Vouvray
- Code AIOT : 0010012202
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le groupe ORTEC est spécialisé dans le secteur du traitement et de la valorisation des déchets et intègre une filière spécialisée dans la gestion et la dépollution des sites et sols : ORTEC GENERALE DE DE POLLUTION (OGD).

La société OGD exploite sous le nom commercial VALORTERRE le traitement des terres polluées pour permettre leur réutilisation sur différents sites de valorisation et/ou d'élimination.

Deux personnes sont employées sur le site.

Le traitement de terres polluées par biopile a démarré le 28/06/2023.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion des suites de la visite du 23/03/2022
- Gestion des admissions des terres polluées
- Suivi des eaux souterraines
- Risques accidentels

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Garanties financières	AP Complémentaire du 24/04/2023, article 7	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation de l'établissement	AP Complémentaire du 24/04/2023, article 4	/	Sans objet
2	Conditions générales d'exploitation et conformité au dossier de demande	Arrêté Préfectoral du 12/06/2019, article 2.3.2	/	Sans objet
4	Codes BSS des piézomètres	Arrêté Préfectoral du 12/06/2019, article 4.6.2	(D1) Visite du 23/03/2022 Susceptible de suites	Sans objet
5	surveillance de la qualité des eaux souterraines (NC5)	Arrêté Préfectoral du 12/06/2019, article 4.6.3	/	Sans objet
6	Déchets admis dans l'installation	Arrêté Préfectoral du 12/06/2019, article 8.1.1.1	/	Sans objet
7	Déchets admis dans l'installation	Arrêté Préfectoral du 12/06/2019, article 8.1.1.5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Installation du biofiltre	Arrêté Préfectoral du 12/06/2019, article 3.2.1	(D1) Visite du 23/03/2022 Susceptible de suites	Sans objet
9	Suivi du biofiltre	Arrêté Préfectoral du 12/06/2019, article 3.2.4	(R1) Visite du 23/03/2022	Sans objet
10	Suivi biopile	Arrêté Préfectoral du 12/06/2019, article 3.2.5	(R2) Visite du 23/03/2022	Sans objet
11	Suivi biopile	Arrêté Préfectoral du 12/06/2019, article 3.2.5	/	Sans objet
12	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 12/06/2019, article 7.8.2	/	Sans objet
13	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 12/06/2019, article 7.8.3	/	Sans objet
14	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 12/06/2019, article 7.5.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation de l'établissement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/04/2023, article 4
Thème(s) : Situation administrative, parcelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :Section BY, parcelles n° 146, 151, 153, 156, 343, 344, 414, et en partie sur les parcelles n° 149, 154, 413, 428, 429 et 431 sur la commune de Vouvray.
Constats : Conforme
Observations : L'établissement est exploité conformément aux parcelles déclarées dans le dossier de porter à connaissance de décembre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conditions générales d'exploitation et conformité au dossier de demande

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2019, article 2.3.2
Thème(s) : Autre, Sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le site d'exploitation est entièrement ceinturé par une clôture de 2 m (en treillis soudés) sur tout son périmètre.
Constats : Conforme
Observations : Pour faire suite au porter à connaissance de décembre de 2022 et à l'APC du 24/04/2023, l'exploitant a procédé à la modification de la clôture du site pour qu'il soit fermé sur tout son périmètre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/04/2023, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le montant actualisé des garanties financières à constituer est fixé à 676 466,31 € TTC.
Constats : L'exploitant ne dispose pas d'un acte de cautionnement actualisé pour le nouveau montant des garanties financières.
Observations : L'acte de cautionnement est en cours d'établissement ; il doit être transmis à l'inspection début septembre 2023.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : codes BSS des piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2019, article 4.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Piézomètres
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/03/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : L'exploitant fait inscrire le (ou les) nouvel(eaux) ouvrage(s) de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.
Constats : Conforme : L'exploitant dispose des codes BSS du BRGM selon le récépissé de déclaration du 23/09/2022 : PZ1 : BSS004FGFU PZ3bis : BSS004FGFV PZ4 : BSS004FGFW
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : surveillance de la qualité des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2019, article 4.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Piézomètres
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/03/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>La localisation des ouvrages est précisée sur le plan joint en annexe. Le plan est actualisé à chaque création de nouveaux ouvrages de surveillance.</p> <p>Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE,...).</p> <p>La surveillance des eaux souterraines est réalisée à partir de 3 piézomètres localisés sur le plan en annexe du présent arrêté, selon le tableau suivant :</p> <p>Périodicité de la mesure : Semestrielle (en périodes de hautes eaux et de basses eaux)</p>
Constats : La surveillance de la qualité des eaux souterraines est réalisée par trois piézomètres opérationnels : PZ1, PZ3bis et PZ4 selon le plan annexé à l'APC du 24/04/2023. Les mesures en période de hautes eaux ont été réalisées par SOCOTEC le 12 janvier 2023.
Observations : Les résultats des analyses réalisées par SOCOTEC le 12 janvier 2023 en période de hautes eaux montrent des concentrations en MES notables dans les 3 piézomètres, une concentration en COT dans les piézomètres PZ1 et PZ3bis, et une concentration en benzo(a)pyrène dans les piézomètres PZ1 et PZ4 supérieures aux valeurs fixées par l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites de référence de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine. Par ailleurs, on note des traces de HAP dans chaque échantillon. Le laboratoire SOCOTEC a réalisé les mesures en période de basses eaux en juillet 2023. Les résultats n'étaient pas disponibles le jour de l'inspection. L'exploitant analysera l'évolution des concentrations relevées par rapport aux précédentes mesures et adressera ses conclusions à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Déchets admis dans l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2019, article 8.1.1.1			
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets admissibles			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet			
Prescription contrôlée : "..... Les quantités maximales des déchets présents sur le site ne doivent en aucun cas excéder les capacités et quantités ci-dessous :			
		Terres et matériaux pollués en traitement biologique	Terres et matériaux pollués en transit
Capacités annuelles (terres et matériaux dangereux et non dangereux)		60 000 t/an	20 000 t/an
Capacités instantanées maximales de stockage	Terres et matériaux dangereux et non dangereux	11 000 m³ ou 18 000 t	1 850 m³ ou 3 000 t
Quantité instantanée maximale en biopile et en biotertre		9 150 m³ soit 15 000 t	/
Quantité instantanée maximale en attente de traitement		1 850 m³ ou 3 000 t	
L'exploitant met en place un état des stocks ainsi qu'une comptabilité des déchets entrants et sortants.			
Constats : Conforme : l'état des stocks par rubriques ICPE est suivi et est accessible en instantané par informatique. Le jour de la visite, 13 551 t de terres et matériaux pollués ont été réceptionnés pour traitement biologique depuis le début de l'année 2023.			
Type de suites proposées : Sans suite			
Proposition de suites : Sans objet			

N° 7 : Déchets admis dans l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2019, article 8.1.1.5		
Thème(s) : Risques chroniques, critères chimiques d'acceptation		
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet		
Prescription contrôlée : Pour être admise en traitement dans l'installation, les terres polluées doivent respecter les concentrations maximales suivantes (exprimées sur la matière brute) :		
Valeur limites sur le brut en mg/kg de déchet sec	Polluants pouvant être traité dans les installations	Seuils d'acceptation
	Hydrocarbures totaux - Indice hydrocarbure (Fraction C ₅ -C ₁₀) - Indice hydrocarbure (Fraction C ₁₀ -C ₄₀)	100 000
	COT	200 000
	COHV *	100 000
	HAP (somme des 16)	5 000
	BTEX (somme) - Benzène -Toluène - Éthylbenzène - Xylène (m, p, o)	100 000
	PCB (somme)	50
	Pesticides organochlorés	20
* uniquement ceux adsorbables sur charbon actif.		
Constats : Conforme		
Observations : L'inspection a consulté le registre d'entrée des terres polluées aux hydrocarbures et HAP pour un producteur : société COLAS de Mettray pour le compte de Bouygues Immobilier sur le chantier sis au lieu-dit La Pérée à Fondettes. Près de 700 tonnes de ce chantier ont été réceptionnées. Les rapports d'analyses 13920686, 13920687 et 13920688 du 09/08/2023 ont été consultés. Les résultats sont conformes aux concentrations maximales fixées dans l'arrêté préfectoral.		
Type de suites proposées : Sans suite		
Proposition de suites : Sans objet		

N° 8 : Installation du biofiltre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2019, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, biofiltre
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/03/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Les rejets atmosphériques de la biopile sont traités par passage au travers d'un biofiltre et d'un filtre à charbon actif dans le cas de terres polluées aux hydrocarbures organohalogénés.
Constats : Conforme
Observations : L'inspection a constaté que 1300 tonnes de terres polluées sont en cours de traitement par biopile et que le biofiltre est opérationnel. Le traitement a démarré le 28/06/2023 et devrait être terminé en fin d'année 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Suivi du biofiltre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2019, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Biofiltre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans le but de garantir une efficacité optimale des installations de traitement des rejets atmosphériques, un suivi attentif (entretien, analyse,...) est effectué dès la mise en service. L'exploitant mesure mensuellement : <ul style="list-style-type: none">- le degré d'humidité de la matrice du biofiltre et l'ajuste en tant que de besoin,- le débit en entrée du biofiltre,- la température. Il suit également son efficacité selon les modalités définies à l'article 3.2.5. La matrice filtrante du biofiltre est renouvelée : <ul style="list-style-type: none">- au moins tous les 2 ans ;- chaque fois que sa perte d'efficacité le justifie.
Constats : Conforme
Observations : Des jauges permettent la mesure du débit en entrée du biofiltre. Le degré d'humidité est réalisé par prélèvements de compost. Le suivi mensuel du degré d'humidité de la matrice du biofiltre, du débit en entrée du biofiltre et de la température est correctement réalisé et tracé dans un tableur de l'outil de suivi informatique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Suivi biopile

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2019, article 3.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Biopile
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans les 6 premiers mois consécutifs à la mise en service de la première biopile dès lors qu'une quantité d'au moins 1000 t de terres polluées satisfaisant aux critères de traitement en biopile définis au chapitre 8.1.3.1 seront traitées sur le site, 3 campagnes de caractérisation des rejets atmosphériques espacées chacune de 2 mois sont réalisées.
Constats : Conforme
Observations : 1300 t de terres polluées satisfaisant aux critères de traitement en biopile sont en cours de traitement depuis le 28/06/2023. Une première campagne de mesures a été réalisée par la société QUALI'AIR le 7 août 2023. La prochaine campagne est programmée début septembre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Suivi biopile

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2019, article 3.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Biopile
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : À l'issue des 3 campagnes de caractérisation des rejets atmosphériques, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un rapport de synthèse des 3 campagnes. Il devra proposer notamment une valeur limite annuelle des émissions diffuses et revoir annuellement cette estimation. L'exploitant met à jour son volet sanitaire dans le cas où le rapport de synthèse fait apparaître les paramètres susmentionnés et réalise le cas échéant, une modélisation pour le benzène.
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : L'exploitant met à jour son volet sanitaire dans le cas où le rapport de synthèse fait apparaître les polluants de type solvants, pesticides et métalliques et réalise le cas échéant, une modélisation pour le benzène.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2019, article 7.8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'interventions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous :</p> <p>Extincteurs : Annuelle</p>
Constats : Conforme : les extincteurs font l'objet d'un contrôle annuel.
Observations : Dans le registre de sécurité consulté, la société DESAUTEL a procédé à la vérification annuelle des extincteurs et des BAES le 23/12/2022. La précédente visite avait eu lieu le 13/12/2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2019, article 7.8.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none">• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;• des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;• d'un poteau incendie normalisé (débit disponible de 112 m³/h) situé à l'entrée du site à 70 mètres des bureaux, à 120 mètres du stockage des amendements et à moins de 200 mètres du point le plus éloigné ;• d'une réserve incendie de 250 m³ dans la zone d'activité située à l'entrée du site à 70 mètres des bureaux, à 120 mètres du stockage des amendements et à moins de 200 mètres du point le plus éloigné ;• de 2 cuves de capacité de 30 m³ et 70 m³ sur le site.
Constats : Conforme
Observations : La présence des moyens d'intervention a été vérifiée au cours de la visite des installations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2019, article 7.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention et confinement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "...Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. ...Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) sont raccordés à un dispositif de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 500 m3 avant rejet vers le milieu naturel. ...Le bassin est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. L'organe de commande nécessaires au confinement doit pouvoir être actionné en toute circonstance et le personnel est formé à la procédure de mise sous rétention du site...."
Constats : Conforme
Observations : Le contrôle a porté sur les eaux s'écoulant sur la zone d'activités ayant transité dans les biopiles et/ou biotertres. Les eaux passent par un décanteur puis dans le bassin de 500 m3 et ensuite dans un séparateur à hydrocarbures avant rejet (Point de rejet N°2). L'organe d'isolement du bassin est opérationnel. Le bassin est entièrement clôturé avec présence d'une bouée de sauvetage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet